

**Royaume du Maroc**

Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement  
Département de l'Energie et des Mines



**المملكة المغربية**

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة  
قطاع الطاقة والمعادن

Direction de l'Observation et de la Programmation

## **NOTE DE VEILLE**

### **DU SECTEUR ENERGETIQUE ET MINIER**

#### **(Informations du 18 juin 2012)**



## **Le Maroc s'oppose à des prospections pétrolières au large des Canaries**

**Selon le quotidien espagnol Canarias 7, le Maroc ne serait pas d'accord avec les 50 km de la zone de prospection off-shore établie par la compagnie pétrolière Repsol au large des côtes canariennes. Pour le royaume chérifien, cette zone empièterait sur le plateau continental marocain, et ferait donc parti du Maroc.**

**Le 16 mars dernier, le gouvernement de Mariano Rajoy autorisait la compagnie espagnole Repsol à initier des prospections off-shore aux Iles Canaries, au large des côtes marocaines, alors même que la question de la délimitation des frontières maritimes entre le Maroc et l'Espagne n'était pas résolue. Aujourd'hui, cette question, qui figure encore au menu de la Commission des limites du plateau continental relevant des Nations-Unies, semble avoir pris une autre tournure depuis la prise de position du roi du Maroc contre les limites de la zone de prospection établie par la compagnie pétrolière.**

**En effet, dans son édition du vendredi, le journal espagnol Canarias 7 révèle que Mohammed VI ne serait pas d'accord avec les 50 kilomètres de distance fixés par Repsol pour ses opérations d'extraction. Le souverain marocain considèrerait en effet que cette zone – ou tout du moins une partie de cette zone – empiète sur les eaux territoriales marocaines, rappelant à ce titre que le décompte des miles nautiques doit commencer à partir de la base de la plateforme continentale et non des côtes marocaines.**

### **Tenerife et Rabat se mobilisent contre Repsol**

**Selon le quotidien ibère, la prise de position du souverain marocain ferait suite à la réunion ayant eût lieu au mois d'avril dernier entre lui et le président des îles Canaries, Paulino Rivero. Pour mémoire, le 12 avril dernier, Rabat et les Canaries s'étaient réunis pour un entretien de haut niveau d'où avait émergé l'annonce de la constitution d'une commission mixte chargée du suivi de tous les projets d'intérêts bilatéral. Officiellement, cet entretien visait le « renforcement du niveau de contacts entre le Maroc et des Iles Canaries ». Mais officieusement, la véritable question au cœur de cette rencontre au sommet était bel et bien celle de l'autorisation accordée par le gouvernement espagnol à Repsol ; une autorisation à laquelle Paulino Rivero s'était publiquement opposé quelques semaines plus tôt en invoquant les conséquences désastreuses que l'implantation d'une plateforme pétrolière offshore pourrait représenter pour l'écosystème et l'activité touristique des îles. A ce sujet, M. Rivero avait d'ailleurs promis que son exécutif userait de tous les recours possibles pour paralyser l'autorisation accordée à la compagnie pétrolière espagnole, y compris le recours juridique.**

**Pour rappel, en 2004, le Tribunal suprême d'Espagne avait déjà paralysé les prospections de Repsol aux Iles Canaries pour des raisons environnementales.**